

Bulletin d'histoire politique

L'évacuation de l'histoire nationale au secondaire

Sébastien Parent



Volume 15, numéro 3, printemps 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054576ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054576ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Parent, S. (2007). L'évacuation de l'histoire nationale au secondaire. *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 321–324. <https://doi.org/10.7202/1054576ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'évacuation de l'histoire nationale au secondaire

SÉBASTIEN PARENT

*Enseignant au secondaire et candidat au doctorat en histoire
Chercheur associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec
Université du Québec à Montréal*

Au printemps dernier, on apprenait dans *Le Devoir* que le ministère québécois de l'Éducation, des Sports et des Loisirs (MÉLS) était sur le point d'autoriser l'édition de nouveaux manuels d'histoire du Québec. Il s'ensuivit un tollé qui a imposé une révision des contenus historiques. Dernièrement, toujours dans *Le Devoir*, deux professeurs d'histoire universitaire ont fait une sortie contre l'absence d'intérêt pour l'histoire politique à l'université. Toutes ces réflexions ne relèvent pas du hasard et peuvent être récupérées pour informer la population de ce que deviendra le cours d'histoire nationale dispensé en 3^e et 4^e années du secondaire à partir de septembre 2007. Loin d'être le dernier sursaut d'un peuple qui refuse d'être sans histoire, ces commentaires rappellent cruellement que l'enseignement de l'histoire a été indirectement évacué avec le renouveau pédagogique malgré toutes les recommandations et tous les rapports d'experts déposés au MÉLS au cours des dix dernières années. Sans vouloir offrir ici de meilleures raisons de s'inquiéter de ce que deviendra l'histoire au deuxième cycle du secondaire dans un proche avenir, je m'intéresse à ce qui, dans la refonte des programmes d'histoire du Québec, fait tant réagir. Ainsi, je m'arrête d'abord aux contenus retenus par le MÉLS avant de me pencher sur l'approche pédagogique qui structurera et hypothéquera à la fois l'enseignement de l'histoire au secondaire.

Jusqu'à maintenant, les contenus ont largement retenu l'attention des critiques. Précisons alors, dès à présent et en insistant bien, que les notions cadres retenues par le MÉLS ne vont aucunement à contre-courant de ce qui se fait dans les départements universitaires d'histoire et de didactique au Québec, et que l'on a appelé une « nouvelle histoire » du Québec. On peut

s'en désoler, mais on ne peut pas accuser les concepteurs du gouvernement d'avoir réinventé l'histoire telle qu'elle s'y écrit actuellement. Quiconque s'intéresse à l'évolution de l'histoire universitaire du Québec peut difficilement s'étonner à la lecture des commandes ministérielles reçues par les éditeurs de manuels d'histoire. Si les contenus choquent, c'est parce qu'ils sont loin de rencontrer les mêmes axes que ceux de la mémoire nationale canadienne-française.

Ainsi, les choix de ne pas insister sur la conquête anglaise dans la trame suggérée initialement par le MÉLS (on parlait plutôt de changement d'empire), pas plus que les rébellions de 1837-1838 ou la Révolution tranquille, étonne, avec raison, le profane mais laisse assez indifférent l'universitaire proche de la « nouvelle histoire » qui ne voit là qu'évidence. Cette dernière, que d'autres identifient à l'histoire « révisionniste », colle très peu à la trame narrative de la mémoire nationale canadienne-française, laquelle se résume en ce récit d'un peuple soumis militairement et dominé depuis. Certains historiens ont suggéré que la « nouvelle histoire », intéressée principalement aux grands mouvements structurels comme l'urbanisation ou l'industrialisation et insensible au syndrome des Plaines d'Abraham, était un fruit chéri de la Révolution tranquille alors que se sont dissipées les vieilles craintes nationales de disparaître. L'histoire produite à l'université se serait dès lors détournée des événements qui en incarnaient les principaux traits, ceux que l'on ne retrouvait pas dans les documents remis aux éditeurs l'an passé, et qui soulèvent une certaine inquiétude quant à l'avenir de l'histoire nationale.

Conformes à ce qui se fait en histoire à l'université aujourd'hui, les nouveaux programmes ne sont pas portés par une histoire politique ou événementielle. Par conséquent, l'enseignement de l'histoire de l'État national du Québec tel qu'on le connaissait avec ses repères datés politiquement et ses grandes lignes interprétatives n'est plus prioritairement objet d'apprentissage, et on serait bien malvenu d'en faire porter la responsabilité aux seuls réformateurs qui n'ont d'aucune manière trahi l'esprit des travaux de la majorité de leurs confrères historiens. L'histoire sociale, le courant phare de la « nouvelle histoire » avec ses divisions diachroniques inusitées pour la plupart des Québécois de souche canadienne-française (1896 au lieu de 1867 ; 1945 au lieu 1960 ; 1850 au lieu de 1837 ; 1800 au lieu de 1763 et 1450 au lieu de 1534, etc.), est à l'honneur avec la réforme du programme.

Cela établi, comment réagit-on ? Doit-on chercher à ventiler davantage d'éléments propres à la mémoire du groupe majoritaire canadien-français dans les contenus des programmes ministériels ? Doit-on chercher « l'accommodement raisonnable » pour faire valoir la pertinence d'aborder, dans

un cours d'histoire nationale, l'épopée de plus de 6 millions de Franco-Québécois? On peut, en effet, discuter longtemps de toutes ces possibilités. Et cela se fait déjà. Mais au bilan, tout gain reste peut-être secondaire. L'approche pédagogique qui préside à l'enseignement de cette « nouvelle histoire » sape toute possibilité d'en présenter une version cohérente. On peut bien accepter d'en revoir les notions, une par une, en cherchant à y insérer des repères mémoriels comme 1763, 1837 et 1867, alors qu'au fond on passe à côté de l'essentiel, c'est-à-dire l'importance d'un enseignement de l'histoire valorisant les connaissances. Dorénavant, il y a avant tout des approches par projets et des « apprentissages différenciés », ce qui revient à parler de miettes d'histoire au service de « l'apprenant ». Pire, les concepteurs du MÉLS, apôtres du socioconstructivisme, ont choisi de noyer l'histoire dans un cours d'introduction à la citoyenneté. Le but premier du nouveau cours consiste ainsi à amener l'élève à développer, en recourant aux éléments du passé qui correspondent à son questionnement, une morale sociale collant à sa « réalité ». Ce qui prime alors n'est plus l'acquisition d'un contenu notionnel, mais la démarche entérinée par l'élève pour arriver à comprendre les enjeux qui distinguent sa société contemporaine. Réduit à une simple banque d'expériences passées, le volet historique du cours, qu'on enseignait et évaluait avant le renouveau pédagogique, devient une manne d'informations mises, éparées, à la disposition de l'élève qui devra démontrer qu'il est capable d'en tirer profit, et donc qu'il est « compétent ».

Le fait que les élèves deviennent, avec le renouveau pédagogique, les architectes de leur représentation du passé est beaucoup plus inquiétant que d'apprendre que la « nouvelle histoire » en colore les contenus. C'est d'autant plus inquiétant quand on constate que les plus sérieux d'entre eux devront attendre le collégial, et seulement s'ils le désirent, pour suivre un cours d'histoire du Québec qui a de la suite dans les idées et qui n'est pas une invitation à réfléchir au présent et à l'avenir (la prospective devenant à la mode) en utilisant des parcelles de passé.

Enfin, il ne faut pas trop compter sur les enseignants pour assurer un enseignement de l'histoire du Québec favorisant l'acquisition de connaissances historiques. Avec les conditions prescrites par le MÉLS, il y a fort à parier que même celui qui a la meilleure volonté du monde rencontrera toutes les difficultés à enseigner l'histoire du Québec avec une cohérence minimale. Le nouveau statut de l'enseignant le contraint avant tout à encadrer les jeunes en leur proposant des projets de recherche ou des activités d'apprentissage qui répondent à des préoccupations inspirées de leur « réalité sociale », une manière commode de dire nombrilistes. Et s'il se trouve malgré tout un enseignant entêté à présenter à ses élèves l'histoire du Québec dans une forme

continue, il n'aura par ailleurs aucun moyen d'évaluer sérieusement ces apprentissages, les connaissances étant, dans le renouveau pédagogique, subordonnées aux compétences. À partir de septembre 2007, et cela vaut la peine d'être su et redit, l'histoire du Québec, nouvelle ou pas, sera ainsi évacuée au secondaire.